



**l'Assurance
Maladie**

Agir ensemble, protéger chacun

Bayonne

Travaux sur 2 forages alimentant une pompe à chaleur géothermique – Bayonne (64)

**Cahier des Clauses Administratives Particulières
CCAP**

**Marché à Procédure Adaptée (MAPA)
B2024 013 T**

Date et heure limites de réception des offres :

Vendredi 1^{er} aout 2025 à 12h00

SOMMAIRE

1. Parties contractantes	3
2. Dispositions générales	3 à 4
2.1 <i>Objet du marché travaux</i>	
2.2 <i>Code CPV</i>	
2.3 <i>Mode de passation</i>	
2.4 <i>Allotissement</i>	
2.5 <i>Démarrage – Durée</i>	
2.6 <i>Travaux et/ou services similaires</i>	
3. Visite	4
4. Pièces constitutives du marché	5
5. Prix	5
6. Modalités de facturation et de règlement	5 à 6
6.1 <i>Modalités de facturation</i>	
6.2 <i>Modalités de règlement</i>	
7. Confidentialité – Protection des données personnelles	6 à 7
8. Dérogation au CCAG Travaux	8

1. PARTIES CONTRACTANTES

Les parties contractantes sont :

D'une part,

LE POUVOIR ADJUDICATEUR / MAITRE DE L'OUVRAGE :

La **Caisse Primaire d'Assurance Maladie de BAYONNE**

68/72 Allées Marines– 64111 BAYONNE CEDEX

Représentée par Véronique TOULOUSE en sa qualité de Directrice,
ci-après dénommée « **l'Organisme** »,

et d'autre part,

LE PRESTATAIRE TITULAIRE du marché dénommé « **le Titulaire** »

L'étude technique est réalisée par le groupement :



KAPPA INGÉNIERIE

11K, chemin du Tronquera - 33460 Tayac
2, rue de l'Alma – 92400 Courbevoie

Votre interlocuteur : Laurent Le Guillou

lleguillou@kappa-ingenierie.fr

Tél : 06 28 66 50 74

APE 71.12B SIRET 909 303 307 00013



EAU GEO ENVIRONNEMENT

Bâtiment ENSEGID, 1 allée Fernand Daguin – 33600 PESSAC

Votre interlocuteur : Nicolas Maurillon

Eaugeo.environnement@gmail.com

Tél : 06.51.13.25.34

APE 74.90B SIRET 917 425 209 00033

2. DISPOSITIONS GENERALES

2.1 OBJET DU MARCHÉ TRAVAUX

Le présent marché concerne des travaux sur les 2 forages alimentant une pompe à chaleur géothermique située au siège de la CPAM de Bayonne (64). Ces travaux sont précisément décrits dans le CCTP et doivent être conformes aux règles de l'art définies dans les pièces de portée générale :

1. Formulaire du Foreur, Technip, dernière édition ;
2. Norme NFX10-999 d'avril 2007 relative à la réalisation des captages d'eau souterraine ;
3. Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux, suivant composition fixée par le dernier décret paru au jour d'établissement des prix, en particulier le Fascicule n°76 : Travaux de forage pour la recherche et l'exploitation d'eau potable
4. Les normes applicables sont les normes françaises définies par l'UTE (électricité) et par l'AFNOR (autres domaines) en application de la réglementation européenne existante. En l'absence des normes européennes existantes, les normes applicables sont les normes françaises homologuées ou toute(s) autre(s) norme(s) étrangère(s) reconnue(s) équivalente(s)le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicable aux prestations, objet du marché, si celui-ci vise ce cahier ;

2.2 CODE CPV

NOMENCLATURE CPV : 4512000

Pour effectuer la mission définie dans l'objet du marché, les candidats doivent posséder les compétences métier et certifications nécessaires à la bonne exécution des prestations.

2.3 MODE DE PASSATION

Le présent marché est établi en application de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de Sécurité Sociale et aux dispositions du Code de la Commande Publique.

Il s'agit d'un marché soumis aux dispositions du CCAG Travaux en vigueur au 1^{er} avril 2021

Le présent marché est passé selon une procédure adaptée en application du Code de la Commande Publique

2.4. ALLOTISSEMENT

Il s'agit d'un marché non alloti du fait de son objet.

2.5. DEMARRAGE - DUREE

Le marché démarrera à sa notification, les travaux dureront environ 3 à 4 semaines et devront être planifiés en septembre/octobre 2025 pour se terminer au plus tard le 31 octobre 2025.

2.6 TRAVAUX ET/OU SERVICES SIMILAIRES

Des marchés de travaux qui ont pour objet la réalisation de prestations similaires à celles du présent marché et exécutées par l'entrepreneur pourront lui être confiés en faisant application de la procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence préalables prévue à l'article R 2122-7 du code de la commande publique sous réserve toutefois que cette possibilité réponde aux exigences posées par ledit

article, notamment que le recours à ce type de marché négocié ait été prévu dans le cadre de la procédure de passation du marché de travaux passé en premier.

En tout état de cause, la durée pendant laquelle les nouveaux marchés pourront être conclus ne pourra pas dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial.

3. VISITE

Une visite du site concerné est OBLIGATOIRE avant la remise de l'offre. Une attestation de visite sera remise au candidat et sera à joindre à l'offre.

Les candidats pourront planifier une visite du site en contactant :

Marc UNHASSOBISCAY, Responsable Logistique

☎ : 06.73.87.05.13 - Mail : marc.unhassobiscay@assurance-maladie.fr

Ou

Frédéric LARRE, Assistant Logistique

☎ : 06.68.97.38.39 - Mail : frederic.larre@assurance-maladie.fr

4. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissant et par dérogation au CCAG Travaux :

PIECES PARTICULIERES

- L'acte d'engagement (AE)
- Le cadre de décomposition des prix global et forfaitaire (DPGF)
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes
- L'offre technique du titulaire

PIECE GENERALE *(non jointe)*

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Travaux en vigueur au 01.04.2021

5. PRIX

Les prix, contractuels et conformes à l'Acte d'Engagement et DPGF, sont forfaitaires et définitifs.

Le prix comprend tous les ouvrages et équipements nécessaires au parfait achèvement des travaux et toutes les sujétions accessoires, nécessaires au parfait achèvement des travaux.

Le titulaire est réputé avoir parfaitement pris connaissance des documents du marché, des installations, du lieu, des prestations à effectuer. Le titulaire ne pourra par la suite déclarer ignorer les données relatives aux prestations à réaliser.

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques correspondant au mois d'établissement des prix (« mois zéro ») qui est pour le présent marché celui de la date limite de remise de l'offre.

Le prix fait l'objet d'un critère de sélection (cf. Règlement de Consultation)

6 – MODALITES DE FACTURATION ET DE REGLEMENT

6.1 MODALITES DE FACTURATION

Le comptable assignataire chargé du paiement des factures est le Directeur Comptable et Financier de l'Organisme.

L'ordonnateur chargé d'émettre les ordres de paiement est le Directeur de l'Organisme.

Le titulaire devra posséder un compte ouvert à son nom. Les modifications d'établissement bancaire en cours de marché doivent obligatoirement faire l'objet d'une correspondance auprès de l'Organisme.

Le Titulaire produira un RIB original émanant de son établissement bancaire en accompagnement de la première facture.

Les factures sont à libeller à l'attention de :

CPAM BAYONNE
Service Achats Marchés
68-72 Allées Marines
64111 BAYONNE CEDEX

Elles seront transmises par voie dématérialisée sur le portail Chorus Pro depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro-gouv.fr>

et devront comporter les informations suivantes :

- N° de marché
- N° de SIRET du maître d'ouvrage : 782 260 400 000 26
(pas de numéro de service)

6.2 MODALITES DE REGLEMENT

Le mode de règlement est le virement sous 30 jours maximum à partir de la date de réception à la CPAM de la facture, conformément au délai global de paiement en application de l'article R2192-10 du Code de la Commande Publique.

Ce délai peut être suspendu une fois, si la facture reçue n'est pas conforme aux spécificités du marché, sous réserve de le notifier par écrit (Code de la Commande Publique)

En cas de dépassement des délais, il sera appliqué des intérêts moratoires selon les dispositions du Code de la Commande publique.

7. CONFIDENTIALITE – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

- **Conformité informatique et libertés et protection des données personnelles**

L'exécution du présent marché pourrait engager le traitement de données à caractère personnel.

En l'espèce, les Parties à la présente convention s'engagent à respecter, en ce qui les concerne, les dispositions du Règlement (UE) 2016-679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et celles de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Si l'évolution du marché engage le traitement de données à caractère personnel au sens de l'article du RGPD, les Parties s'engagent à annexer au présent marché toute la documentation nécessaire à la description du traitement et aux obligations liées au RGPD et à la loi Informatique et Libertés au sein du PAQ.

- **Responsabilité des Parties**

L'exécution du marché pourrait placer le Titulaire dans une situation de sous-traitance vis-à-vis des organismes

Est qualifiée de « sous-traitant », au sens de l'article 4 du RGPD, « la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable du traitement ». Le sous-traitant est autorisé à traiter les seules données à caractère personnel nécessaires pour la mise en œuvre des actions qui lui ont été confiées par l'organisme.

Chaque des parties, s'engage à communiquer les coordonnées de contact de son délégué à la protection des données (DPO) et à tenir à jour la documentation nécessaire à la preuve de la conformité du traitement (registre des traitements, étude d'impact si nécessaire).

- **Engagement de chacune des Parties :**

Ainsi, le Titulaire s'engage à :

- ✓ Prendre les mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du RGPD (exemple : niveau de sécurité adapté, afin de garantir l'intégrité ou la confidentialité des données ; Article 32 du RGPD) et garantisse la protection des droits des personnes
- ✓ Ne traiter les informations que conformément aux instructions des organismes, y compris en ce qui concerne les transferts de données en dehors de l'Union Européenne (si la Cpm l'y a préalablement autorisé) ;
- ✓ Veiller, à ce que le personnel traitant les données soit tenu à la confidentialité ou soit soumis à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
- ✓ Apporter de l'aide à l'organisme, en fonction de la nature du traitement, pour qu'il s'acquitte de l'ensemble de ses obligations (obligations vis-à-vis des droits des personnes concernées, de la sécurité du traitement, etc....) ;
- ✓ Prendre toutes les mesures informatiques nécessaires assurant une protection adéquate des données traitées pour le compte de l'organisme.
- ✓ Mettre à disposition de l'organisme toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect de ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections et contribuer à ces audits ;
- ✓ Informer au plus tard dans les 48 heures l'organisme de toute suspicion de violation de données à caractère personnel accidentelle ou non et de tout manquement à la réglementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel ;
- ✓ Notifier à l'organisme, toute violation de données traitées pour son compte dans les 48 heures après en avoir pris connaissance afin qu'il puisse respecter ses obligations (Article 33 RGPD);

- ✓ Tenir un registre de toutes les catégories d'activité de traitement effectuées pour le compte de l'organisme (Article 30.2 RGPD).

Dans l'hypothèse où le Titulaire aurait lui-même recours à de la sous-traitance pour une ou diverses missions que l'organisme lui aurait confiées, et sous réserve qu'il l'ait préalablement et formellement autorisé, l'organisme rappelle que lesdits sous-traitants sont tenus aux mêmes obligations précitées.

Le Titulaire demeure cependant pleinement responsable de l'inexécution de leurs obligations.

L'organisme s'engage à :

- ✓ Fournir toute la documentation nécessaire à l'exercice de la mission déléguée au Titulaire
- ✓ Informer le Titulaire de toute information pouvant impacter sa mission
- ✓ Faire évoluer la relation partenariale en fonction des besoins et des bonnes pratiques identifiées.

Ces dispositions ne remettent aucunement en cause l'ensemble des obligations contractuelles spécifiées au sein du marché qui lie le Titulaire à l'organisme et notamment celles relatives :

- ✓ au sort des données que traite le Titulaire pour le compte de la Cpam (suppression, destruction, retransmission de ces données) ;
- ✓ aux règles relatives à la confidentialité ;
- ✓ aux conditions de sécurité précisées au sein d'un plan d'assurance sécurité (PAS).

Ainsi, sur demande de l'organisme, le Titulaire doit être en mesure de fournir l'avancée des mesures mises en place afin de se conformer à cette réglementation ainsi que les coordonnées du délégué à la protection des données (DPO) (Article. 37 RGPD).

8. DEROGATION AU CCAG TRAVAUX

L'article 4 – Pièces constitutives du marché - déroge au CCAG TRAVAUX